

Rapport financier

semestriel 2013

Sommaire

Rapport semestriel d'activité 3

**Comptes consolidés semestriels résumés et
notes annexes 15**

**Rapport des CAC sur l'examen limité des
comptes 49**

**Déclaration des personnes physiques
assurant la responsabilité du document
..... 53**

Rapport semestriel d'activité

RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2013

- Introduction
- Analyse des résultats consolidés
- Liquidité et sources de financement
- Contrats importants
- Faits marquants du début d'année
- Notation de Standard & Poor's

CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2013

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.1 Introduction

Les résultats d'Edenred au premier semestre 2013 enregistrent de bonnes performances, en ligne avec les objectifs fixés par le Groupe, comme en témoignent les indicateurs suivants :

- Le volume d'émission¹ de 8 576 millions d'euros, en hausse de +11,0% en données comparables,
- Chiffre d'affaires de 525 millions d'euros, en progression de +6,2% en données comparables,
- Le résultat d'exploitation courant de 172 millions d'euros, en hausse de +7,7% en données comparables,
- La marge brute d'autofinancement (FFO) de 143 millions d'euros, en hausse de +12,3% en données comparables.

Des effets de change défavorables, principalement liés aux monnaies d'Amérique latine, ont cependant affecté la performance organique du Groupe sur la période (impact de -4,8% sur le volume d'émission et de -7,0% sur le résultat d'exploitation courant).

Par ailleurs, le premier semestre 2013 a été marqué par plusieurs réalisations, en ligne avec la stratégie du Groupe :

- Une croissance organique du volume d'émission qui reflète le gain significatif de nouveaux clients (contribution à hauteur de +5,3%) et l'apport de nouvelles solutions (contribution à hauteur de +2,0%)
- La création d'un partenariat avec Banco Espirito Santo au Portugal sur le marché en croissance des titres-restaurants, dans un contexte législatif favorable
- Une contribution significative des acquisitions à la croissance publiée du volume d'émission à hauteur de +2,8%, dont trois opérations réalisées au premier semestre (Repom au Brésil, Big Pass en Colombie et OPAM au Mexique)
- L'accélération du passage au numérique, avec 56% de volume d'émission dématérialisé à fin juin 2013, contre 51% à fin décembre 2012

Principaux chiffres du compte de résultat au 30 juin 2013 :

En millions d'euros	Premier semestre		Variation	
	2012	2013	Publiée	Organique
Volume d'émission	7 865	8 576	9,0%	11,0%
Chiffre d'affaires, dont	511	525	2,8%	6,2%
<i>Chiffre d'affaires opérationnel</i>	<i>465</i>	<i>483</i>	<i>3,8%</i>	<i>7,4%</i>
<i>Chiffre d'affaires financier</i>	<i>46</i>	<i>42</i>	<i>-7,6%</i>	<i>-5,8%</i>
Charges d'exploitation y compris les amortissements et les provisions	(341)	(353)	3,5%	5,5%
Résultat d'exploitation courant, dont	170	172	1,4%	7,7%
<i>Résultat d'exploitation courant opérationnel</i>	<i>124</i>	<i>130</i>	<i>4,6%</i>	<i>12,5%</i>
<i>Résultat d'exploitation courant financier</i>	<i>46</i>	<i>42</i>	<i>-7,6%</i>	<i>-5,8%</i>
Résultat avant impôt et éléments non récurrents	150	150	0,3%	NA
Résultat Net part du Groupe	100	89	-10,7%	NA
Résultat courant après impôt - Part du Groupe	101	97	-3,3%	NA

¹ Le volume d'émission résulte de la multiplication de la valeur faciale des titres par le nombre de titres émis.

1.2 Analyse des résultats consolidés

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2013 ont fait l'objet d'un examen limité de la part des Commissaires aux Comptes dont le rapport est intégré dans le présent document page 49.

1.2.1 Volume d'émission

Le volume d'émission du premier semestre 2013 s'élève à **8 576 millions d'euros**, en hausse de **+11,0%** en données comparables, en ligne avec l'objectif normatif² annuel fixé par le Groupe, compris entre +6% et +14%. L'évolution est de +9,0% en données publiées, intégrant des effets de périmètre de +2,8% (incluant les acquisitions de Repom et Comprocard au Brésil, Barclay Vouchers au Japon et Big Pass en Colombie) et des effets de change de -4,8% sur la période, liés principalement à la dépréciation par rapport à l'Euro du Real brésilien (-10,6%) et du Bolivar Fuerte vénézuélien (-14,9%).

Cette progression reflète le dynamisme des pays émergents, en croissance de +16,5%, et la bonne performance des pays développés, en progression de +2,9%.

1.2.1.1 Volume d'émission par levier de croissance

Au premier semestre, trois leviers de croissance ont contribué à la hausse de **+11,0%** du volume d'émission en données comparables :

- **l'augmentation du taux de pénétration** sur les marchés existants, à hauteur de **+5,3%**, reflétant la bonne performance commerciale des équipes ;
- **la hausse de la valeur faciale des titres**, principalement dans les pays émergents, a contribué pour **+3,7%** à la croissance du volume d'émission au premier semestre ;
- **la création et le déploiement de nouvelles solutions**, à hauteur de **+2,0%**. A titre d'exemples, au Mexique, la solution Ticket Restaurant® lancée en 2011 a progressé de +14% en données comparables, tandis que la croissance de l'Espagne a été portée par de nouvelles solutions telles que Ticket Transporte® ou le programme de gestion des frais professionnels Ticket Corporate®, dont les volumes d'émission ont été multipliés par deux au premier semestre. En Allemagne, la solution Ticket Plus Card® poursuit son développement, avec un volume d'émission multiplié par 40 sur la période.

1.2.1.2 Volume d'émission par région

Le tableau suivant présente l'évolution du volume d'émission par région :

Region <i>En millions d'euros</i>	Premier semestre		Variation	
	2012	2013	Publiée	Organique
France	1 279	1 326	3,7%	3,7%
Europe (hors France)	2 284	2 327	1,9%	2,1%
Amérique latine	4 041	4 603	13,9%	18,4%
Reste du monde	261	320	22,8%	10,3%
Total	7 865	8 576	9,0%	11,0%

- **Amérique latine : volume d'émission de 4,6 milliards d'euros au premier semestre**

En **Amérique latine**, le volume d'émission est en hausse significative de **+18,4%** en données comparables. Cette dynamique est notamment liée à l'augmentation des taux de pénétration, dans un environnement économique toujours favorable, marqué par la hausse des salaires et la création d'emplois formels. Dans ce contexte, les titres-

² La croissance normative est l'objectif que le Groupe considère atteignable dans un contexte où l'emploi salarié ne se dégrade pas.

alimentation et titres-restaurants observent une croissance de +18,6%, et les solutions de gestion de frais professionnels Ticket Car de +15,1%.

Au **Brésil**, la hausse du volume d'émission s'élève à **+13,9%** en données comparables au premier semestre. La croissance du deuxième trimestre (+11,0% en données comparables) reflète une bonne performance commerciale, et ce malgré une base de comparaison élevée, résultant du gain l'année passée du contrat ITAU (impact positif de 4,0 points sur la croissance du Brésil à partir d'avril 2012) et d'effets calendaires entre le premier et le second trimestre 2013, pénalisant la solution Ticket Car au deuxième trimestre (1,0 point de croissance).

En **Amérique latine hispanique**, le volume d'émission augmente de **+24,9%** en données comparables. Cette dynamique reflète notamment une excellente performance des équipes de vente sur la période, comme en témoigne le gain significatif du contrat PDVSA au Venezuela, qui contribue pour 3,1 points à la croissance de l'Amérique latine au premier semestre 2013.

- **Europe : volume d'émission de 3,7 milliards d'euros au premier semestre**

Malgré un contexte économique qui reste difficile, le volume d'émission en **Europe** augmente de **+2,7%** en données comparables.

La **France** enregistre une bonne performance au premier semestre (**+3,7%** en données comparables), notamment grâce aux gains de nouveaux clients pour Ticket Restaurant®, dont le volume d'émission croît de +3,9%. La forte croissance enregistrée au deuxième trimestre (+7,9%) prend en compte une contribution positive de la solution Ticket CESU³, à hauteur de 2,9 points.

En **Italie**, l'activité reste pénalisée par la hausse du chômage (**-2,1%** en données comparables), tandis que la **Belgique** enregistre une bonne performance grâce au gain de nouveaux clients sur les titres-restaurants, qui progressent de **+4,1%** en données comparables.

Enfin le **Portugal**, qui bénéficie d'un changement législatif favorable sur le marché du titre-restaurant, enregistre une croissance rapide et contribue positivement à la croissance de l'Europe pour 1,1 point sur le deuxième trimestre.

- **Reste du monde : volume d'émission de 320 millions d'euros**

Le volume d'émission de la zone Reste du monde augmente de **+10,3%** en données comparables sur la période. Cette performance reflète notamment une forte croissance en Turquie, premier pays contributeur de la zone.

1.2.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total, somme du chiffre d'affaires opérationnel (montant des ventes des programmes et prestations de service) et du chiffre d'affaires financier (revenu du placement de la trésorerie), s'établit à 525 millions d'euros au premier semestre 2013, en progression de **+6,2 % en données comparables**, et de +2,8% en données publiées, après prise en compte des effets de périmètre de +1,4% et des effets de change de -4,8 %.

³ Chèque Emploi Service Universel préfinancé par les entreprises, qui vise à pouvoir payer des services à la personne.

Le chiffre d'affaires par origine se décompose de la manière suivante :

En millions d'euros	Premier semestre		Variation	
	2012	2013	Publiée	Organique
Chiffre d'affaires avec volume d'émission	401	422	5,2%	8,1%
Chiffre d'affaires sans volume d'émission	64	61	-5,3%	3,1%
Chiffre d'affaires opérationnel	465	483	3,8%	7,4%
Chiffre d'affaires financier	46	42	-7,6%	-5,8%
Chiffre d'affaires total	511	525	2,8%	6,2%

1.2.2.1 Chiffre d'affaires opérationnel

Le chiffre d'affaires opérationnel du premier semestre s'établit à 483 millions d'euros, en progression de **+7,4 % en données comparables**. L'évolution est de + 3,8 % en données publiées, après prise en compte :

- **des effets de périmètre**, représentant un impact de +1,4%, dont +2,2% issus des acquisitions de Comprocard au Brésil et Barclay Vouchers au Japon (consolidés à partir de juillet 2012), Big Pass en Colombie (consolidé à partir de février 2013) et Repom au Brésil (consolidé à partir de mars 2013) ; et -0,8% issu de la cession de Tintelingen aux Pays-Bas.
- **des effets de change**, représentant un impact négatif de -5,0% liés principalement à la dépréciation par rapport à l'Euro du Real brésilien (-10,6%) et du Bolivar Fuerte vénézuélien (-14,9%).

(a) Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission

Le chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission atteint 422 millions d'euros au premier semestre, en progression de **+ 8,1 % en données comparables**, dont une croissance de +13,4% en Amérique latine et de +1,6% en Europe. La différence de 2,9 points entre la croissance du volume d'émission et celle du chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission résulte de niveaux de « take-up rates »⁴ différents selon les types de solutions, les pays et l'importance des contrats.

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission par région :

Croissance organique	1 ^{er} trimestre 2013	2 ^{ème} trimestre 2013	1 ^{er} semestre 2013
France	+0,4%	+3,1%	+1,8%
Europe hors France	-0,4%	+3,5%	+1,6%
Amérique latine	+15,0%	+11,8%	+13,4%
Reste du monde	+7,4%	+10,7%	+9,1%
TOTAL	+8,0%	+8,1%	+8,1%

⁴ Ratio entre le chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission et le volume d'émission

(b) Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission

Le chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission de 61 millions d'euros progresse de **+3,1% en données comparables**. Ces revenus sont principalement générés par des activités de conseil en marketing et de motivation à destination des entreprises, activités à caractère moins récurrent et présentant des marges plus faibles que les autres solutions.

1.2.2.2 Chiffre d'affaires financier

Sur la période, le chiffre d'affaires financier est en baisse de **-5,8% en données comparables**. Cette évolution reflète l'impact de la baisse des taux d'intérêt dans la plupart des pays.

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires financier par région :

Région <i>En millions d'euros</i>	Premier semestre		Variation	
	2012	2013	Publiée	Organique
France	10	10	3,7%	3,7%
Europe hors France	15	11	-25,5%	-25,0%
Amérique latine	19	19	1,2%	4,7%
Reste du monde	2	2	-12,5%	-7,3%
Total	46	42	-7,6%	-5,8%

1.2.3 Résultat d'exploitation courant

Le **résultat d'exploitation courant total** s'élève à 172 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 170 millions d'euros sur la même période en 2012, soit une hausse de +1,4% en données publiées et de **+7,7% en données comparables**.

Résultat d'exploitation courant <i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	% Variation organique
Résultat d'exploitation courant opérationnel	124	130	+12,5%
Résultat d'exploitation courant financier	46	42	-5,8%
TOTAL	170	172	+7,7%

1.2.3.1 Résultat d'exploitation courant opérationnel

Le résultat d'exploitation courant opérationnel (hors chiffre d'affaires financier) s'établit à 130 millions d'euros et progresse de **+12,5% en données comparables**. Cette performance se traduit par un taux de transformation opérationnel⁵ qui, hors coûts supplémentaires liés au passage au numérique de 2 millions d'euros, atteint 51%, en ligne avec l'objectif du groupe supérieur à 50%. Ainsi, la marge opérationnelle⁶ s'améliore de 170 points de base en données comparables et avant coûts liés au passage au numérique, reflétant ainsi une bonne maîtrise des charges d'exploitation.

L'Amérique latine affiche une bonne performance, avec un résultat d'exploitation courant opérationnel en hausse de **+13,8%** en données comparables, reflétant le dynamisme de cette région. En Europe, la croissance

⁵ Taux de transformation opérationnel : rapport entre la variation du résultat d'exploitation courant opérationnel, à données comparables et la variation du chiffre d'affaires opérationnel à données comparables.

⁶ Ratio entre le résultat d'exploitation courant opérationnel (hors chiffre d'affaires financier) et le chiffre d'affaires opérationnel

organique du résultat d'exploitation courant opérationnel atteint **+5,5%** hors coûts additionnels liés au passage au numérique (-2 millions d'euros).

1.2.3.2 *Résultat d'exploitation courant financier*

Le résultat d'exploitation courant financier, égal au chiffre d'affaires financier, s'établit à 42 millions d'euros et régresse de **-5,8% en données comparables**.

1.2.3.3 *Résultat d'exploitation courant par région*

Le tableau suivant présente l'évolution du résultat d'exploitation par région :

Région <i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Variation organique
France	24	22	-7,2%
Europe hors France	43	42	-1,9%
Amérique latine	112	114	12,3%
Reste du monde	1	1	NA
Structures mondiales	(10)	(7)	-12,4%
TOTAL	170	172	7,7%

1.2.4 **Résultat financier**

Au 30 juin 2013, le résultat financier du Groupe ressort à -22 millions d'euros contre -20 millions d'euros au 30 juin 2012.

Le coût de l'endettement brut s'est élevé à -20 millions d'euros au premier semestre 2013. Avec les produits générés par la trésorerie et les autres placements de trésorerie qui ont représenté 3 millions d'euros, le coût de l'endettement net s'établit à -17 millions d'euros sur ce semestre.

1.2.5 **Résultat avant impôts et éléments non récurrents**

Le résultat avant impôt et éléments non récurrents reste stable et s'établit à **150 millions d'euros**.

1.2.6 **Impôts**

La charge d'impôt s'élève à 46 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 40 millions d'euros au 30 juin 2012. Le taux normatif d'impôt du Groupe s'établit à **32,9 %** au 30 juin 2013 contre 33,4 % au 30 juin 2012.

1.2.7 **Résultat net**

Après prise en compte du résultat financier (-22 millions d'euros), de l'impôt (-46 millions d'euros) et des intérêts minoritaires (-7 millions d'euros), le résultat courant après impôt s'établit à **97 millions d'euros**, contre 101 millions d'euros au premier semestre 2012.

Le résultat net part du Groupe s'établit à **89 millions d'euros**, contre 100 millions d'euros au premier semestre 2012, après prise en compte de charges non récurrentes (-8 millions d'euros) et d'une hausse de la charge d'impôt (-6 millions d'euros⁷).

1.3 Liquidité et sources de financement

1.3.1 Flux de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	Juin 2012	Juin 2013
Excédent brut d'exploitation	187	189
Résultat financier	(20)	(16)
Impôts sur les sociétés	(37)	(39)
Eléments non cash	10	9
Marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO)	140	143
Variation du float	(328)	(237)
Variation des fonds réservés ⁸	(23)	(41)
Variation du besoin en fonds de roulement (hors float)	(45)	12
Décaissements liés aux Investissements récurrents	(17)	(20)
Autofinancement disponible (Free cash flows)	(273)	(143)
Décaissements liés aux Investissement de développement	(30)	(141)
Dividendes minoritaires	(15)	(14)
Dividendes actionnaires Edenred SA	(158)	(191)
Rachats d'actions	1	(15)
Différence de traduction	(9)	(85)
Autres	(2)	(21)
(Augmentation)/diminution de la dette nette	(486)	(610)

La **marge brute d'autofinancement** avant éléments non récurrents (FFO) atteint 143 millions d'euros, contre 140 millions d'euros au premier semestre 2012, en progression de **+12,3% à données comparables**, en ligne avec l'objectif de croissance normative supérieure à +10% par an.

Le versement du dividende aux actionnaires d'Edenred SA s'est élevé à 185 millions d'euros, soit un taux de distribution proche de 90% du résultat courant Groupe après impôt au titre de l'année 2012.

⁷ En 2012, des impôts différés actifs sur déficits générés par des pertes fiscales historiques ont été reconnus, notamment au Royaume-Uni pour 7 millions d'euros.

⁸ En application des réglementations spéciales en France, en Roumanie et au Royaume-Uni principalement, les fonds réservés doivent être placés en placements monétaires sans risque et liquides à tout moment, l'intégralité de la rémunération de ces placements revenant à Edenred.

1.3.2 Besoin en fonds de roulement

Le tableau suivant présente les éléments composant le besoin en fonds de roulement du Groupe.

<i>En millions d'euros</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013	Δ Jun 2013 / Jun 2012	Δ Jun 2013 / Déc. 2012
Stocks (nets)	10	13	11	1	(2)
Clients (nets)	976	1 092	978	2	(114)
Autres tiers actifs (nets)	345	302	274	(71)	(28)
BFR Actif	1 331	1 407	1 263	(68)	(144)
Fournisseurs	59	62	65	6	3
Autres tiers passifs	169	188	179	10	(9)
Titres à rembourser	3 096	3 608	3 202	106	(406)
BFR Passif	3 324	3 858	3 446	122	(412)
Total BFR	1 993	2 451	2 183	190	(268)

Au 30 juin 2013, le **float** (tires à rembourser – clients) du Groupe s'élève à **2 224 millions d'euros**. Il représente 6,6 semaines de volume d'émission contre 7,0 semaines de volume d'émission au 30 juin 2012.

1.3.3 Endettement : dette financière du Groupe

L'**endettement net du Groupe** au 30 juin 2013 s'établit à 525 millions d'euros, contre 412 millions d'euros fin juin 2012. Cette évolution s'explique notamment par l'acquisition de Repom pour 108 millions d'euros (comprenant la dette liée à l'option d'achat des 38% restants pour 64 millions d'euros), et des effets de change négatifs pour 85 millions d'euros. Le ratio de marge brute d'autofinancement sur dette nette ajustée, égal à 38%⁹, reflète une notation « Strong Investment Grade¹⁰ ».

<i>En millions d'euros</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013
Dettes financières non courantes	1 417	1 301	1 295
Autres passifs financiers non courants	15	16	77
Dettes financières courantes	2	2	3
Concours bancaire	86	43	135
Autres passifs financiers courants	40	26	32
Dettes et autres passifs financiers	1 560	1 388	1 542
Actifs financiers courants	(34)	(39)	(13)
Autres placements de trésorerie	(830)	(998)	(752)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(284)	(436)	(252)
Trésorerie et autres actifs financiers courants	(1 148)	(1 473)	(1 017)
Dette nette	412	(85)	525

⁹ Estimations internes, sur la base de la méthode Standard & Poor's la plus récente.

¹⁰ Le ratio Marge Brute d'Autofinancement ajustée sur dette nette ajustée, établi selon la méthode de Standard & Poor's, doit être à tous moments supérieur à 30% pour maintenir une notation « Strong Investment Grade ».

Au 30 juin 2013, les dettes financières non courantes sont principalement composées de :

- 274 millions d'euros de dettes bancaires à échéance juin 2015 ;
- 800 millions d'euros d'un emprunt obligataire d'une durée de 7 ans, assorti d'un coupon fixe de 3,625 % avec une maturité au 6 octobre 2017 ;
- 225 millions d'euros d'un emprunt obligataire privé d'une durée de 10 ans, assorti d'un coupon fixe de 3,75 % avec une maturité au 23 mai 2022.

Au 30 juin 2013, les échéances des dettes et autres passifs financiers de 1 542 millions d'euros sont réparties à 11% en 2014, 18% en 2015, 56% en 2018 et 15% au-delà.

1.3.4 Capitaux propres

Les capitaux propres du Groupe sont négatifs à hauteur de 1 267 millions d'euros au 30 juin 2013 et 1 033 millions d'euros au 31 décembre 2012. Cette particularité résulte de la comptabilisation des actifs, apportés ou cédés par le groupe Accor dans le cadre des opérations d'Apport-Scission, à leur valeur historique.

Davantage d'informations sur la variation des capitaux propres du Groupe sont détaillées dans la présentation des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2013 page 22.

1.4 Contrats importants

Au cours du premier semestre 2013, aucun contrat (autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) souscrit par un membre quelconque du Groupe et contenant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe n'a été signé.

1.5 Faits marquants du début d'année

• Acquisitions

En février 2013, après validation des autorités de la concurrence Brésilienne, Edenred a confirmé l'acquisition de 62% de la société **Repom**, leader au Brésil de la gestion des frais professionnels dédiés aux camionneurs indépendants, pour un montant de 53 millions d'euros. Avec plus de 100 clients, et un réseau de 900 stations-services, Repom a réalisé un volume d'activité de 1 090 millions d'euros en 2012. De façon provisoire, l'écart de première consolidation a été comptabilisé en écart d'acquisition et fera l'objet d'une affectation d'ici la fin de l'exercice. De plus, dans le cadre de l'accord signé, Edenred dispose d'une option croisée d'achat et vente sur le solde des titres, exerçable à partir de mai 2018 et estimée en valeur actualisée à 64 millions d'euros au 30 juin 2013.

En février 2013, Edenred a également annoncé l'acquisition de la société **Big Pass**, deuxième opérateur en Colombie sur le segment des **avantages** aux salariés. Avec 3 000 clients, 180 000 bénéficiaires et un réseau de 28 000 affiliés, Big Pass a enregistré un volume d'émission proche de 100 millions d'euros en 2012. Cette opération a été réalisée pour une valeur d'entreprise (prix d'acquisition + dette financière nette et position du fonds de roulement) d'environ 10 millions d'euros. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté (en montant brut hors impôts différés) en liste client pour 2 millions d'euros et en goodwill pour l'écart résiduel, soit 8 millions d'euros.

En juin 2013, Edenred a finalisé la création d'une joint-venture avec Banco Espirito Santo sur le marché Portugais des avantages aux salariés, par apport de ses activités préexistantes au Portugal. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 50% par Edenred, et à 50% par Banco Espirito Santo. Edenred sera l'opérateur de la joint-venture qui aura pour objectif de commercialiser des solutions prépayées à destination des entreprises.

En avril 2013, Edenred a conclu une alliance stratégique avec SavingStar donnant naissance à **Nutrisavings**. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 67% par Edenred, actionnaire majoritaire, et à 33% par SavingStar. Cette nouvelle société s'appuie sur l'expertise complémentaire des deux partenaires : Edenred, leader mondial des avantages aux salariés, et SavingStar, seule société américaine de couponing 100% électronique. Nutrisavings commercialisera une solution destinée à promouvoir l'adoption d'une alimentation saine auprès des salariés.

En juin 2013, Edenred a acquis la société **Opam**, opérateur mexicain sur le segment des avantages aux salariés avec un volume d'émission annuel d'environ 140 M€ en 2012. La valeur d'entreprise de cette acquisition s'élève à 15 millions d'euros auxquels s'ajoute un complément de prix estimé à 2 millions d'euros. De façon provisoire, l'écart de première consolidation a été comptabilisé en écart d'acquisition au 30 juin 2013.

- **Cessions**

En mars 2013, Edenred a cédé 100% de la société **Tintelingen B.V.** (émetteur B2B de chèques cadeaux de Noël aux Pays-Bas avec une large gamme de produits et prestations immatérielles). Cette activité sans volume d'émission a contribué au chiffre d'affaires consolidé annuel du Groupe pour 6 millions d'euros en 2012.

- **Autres faits marquants**

Le 13 février 2013, le gouvernement vénézuélien a procédé à une dévaluation du bolivar. La parité avec le dollar est ainsi passée de 4,3 bolivars pour un dollar US à 6,3 bolivars pour un dollar US, soit une dévaluation de 46,5%.

Le gouvernement vénézuélien a également annoncé la disparition du taux SITME dont la parité de 5,3 bolivars pour un dollar US constituait le taux officiel le moins favorable.

Pour le groupe Edenred qui convertissait les comptes de ses entités vénézuéliennes au taux SITME, la dévaluation implicite est donc de 18,9%.

Edenred a un partenaire minoritaire local (Banco Mercantil) qui détient 43% du capital.

Pour rappel, l'impact de cette dévaluation sur une base annuelle 2012 pour le Groupe est le suivant :

- Volume d'Emission : (234) millions d'euros, soit -1,4%,
- Chiffre d'affaires : (14) millions d'euros, soit -1,3%
- Résultat d'exploitation courant (EBIT) : (9) millions d'euros, soit -2,4%
- Résultat courant après impôt : (3) millions d'euros, soit -1,5%
- Dette nette : de l'ordre de (40) millions d'euros.

En avril 2013, Edenred a annoncé la signature d'une ligne de crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros. Cette nouvelle ligne de crédit remplace les lignes de crédit confirmées pour 528 millions d'euros, signées en juin 2010, et venant à échéance en juin 2014. Ce nouveau crédit, d'une durée totale de 5 ans, permet d'augmenter la durée moyenne des ressources du Groupe.

1.6 Notation de Standard & Poor's

Le 9 juin 2010, la société a été notée BBB+/A-2, Outlook stable, par l'agence de notation Standard & Poor's, soit à un niveau « strong investment grade ». Cette notation a été confirmée par Standard & Poor's dans un communiqué datant du 26 mars 2013.

Standard & Poor's s'appuie sur le ratio Marge Brute d'Autofinancement ajustée / Dette nette retraitée (selon la méthode Standard & Poor's) pour déterminer cette notation.

SECTION 2 - CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2013

Au second semestre, l'activité, ainsi que le chiffre d'affaires financier du Groupe, devraient s'inscrire dans des tendances similaires à celles observées au premier semestre.

Dans ce contexte, et compte tenu d'un taux de transformation opérationnel estimé supérieur à 50% à partir de 2013, et de coûts supplémentaires liés au passage au numérique de 5 millions d'euros en 2013, **Edenred se fixe un objectif annuel de résultat d'exploitation courant compris entre 370 et 390 millions d'euros.**

Cet objectif prend en compte des impacts de change estimés à -15 millions d'euros liés au Réal brésilien¹¹ et à -9 millions d'euros liés au Bolivar Forte vénézuélien¹².

Le Groupe confirme ses objectifs¹³ de croissance organique du volume d'émission compris entre +6% et +14% par an et de la marge brute d'autofinancement (FFO) de plus de 10% par an.

SECTION 3 - PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans la partie Facteurs de risques dans le Document de référence 2012 visé par l'AMF en date du 4 avril 2013. Au 30 juin 2013, il n'y a pas eu d'évolution significative sur les principaux litiges du Groupe.

SECTION 4 - PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2013.

SECTION 5 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture (cf. note 22 des comptes semestriels consolidés résumés).

¹¹ Hypothèse de taux moyen estimé à 2,77BRL/€ sur 2013.

¹² Sur la base d'un taux officiel de 6,3VEF/\$.

¹³ Objectif de croissance organique normative pour 2010-2016. La croissance normative est l'objectif que le Groupe considère atteignable dans un contexte où l'emploi salarié ne se dégrade pas.

Comptes consolidés semestriels résumés et notes annexes

Comptes consolidés16

Notes annexes aux comptes consolidés.....23

Comptes consolidés

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

- **Actif consolidé**
- **Passif consolidé**

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

1.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Jun 2012	Jun 2013
Volume d'émission	3/4	7 865	8 576
Chiffre d'affaires opérationnel	3/4	465	483
Chiffre d'affaires financier	3/4	46	42
Chiffre d'affaires total	3/4	511	525
Charges d'exploitation	5	(324)	(336)
Amortissements, provisions et dépréciations	6	(17)	(17)
Résultat d'exploitation courant	3/4	170	172
Résultat financier	7	(20)	(22)
Résultat avant impôt et éléments non récurrents		150	150
Charges et produits non récurrents	8	(1)	(8)
Résultat avant impôt		149	142
Impôts	9	(40)	(46)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		109	96
Résultat net part du Groupe		100	89
Résultat net part des intérêts minoritaires		9	7
Nombre moyen d'actions <i>(en milliers)</i>	10	225 609	225 606
Résultat net part du Groupe par action <i>(en euros)</i>	10	0.44	0.39
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	10	0.44	0.39

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé	109	96
Éléments recyclables en résultat		
Différence de conversion	(28)	(47)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	14	(9)
Impôts sur les éléments recyclables en résultat	(5)	3
Éléments non recyclables en résultat		
Ecart actuariels sur les obligations au titre des prestations définies	(2)	0
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat	1	(0)
Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(20)	(53)
RESULTAT GLOBAL TOTAL	89	43
Résultat global total part du Groupe	80	39
Résultat global total part des Intérêts minoritaires	9	4

1.3. BILAN CONSOLIDE

Actif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2012	Décembre 2012	Juin 2013
Goodwill	11	524	528	597
Immobilisations incorporelles	12	97	113	114
Immobilisations corporelles		57	87	79
Actifs financiers non courants		10	10	16
Actifs d'impôts différés		40	37	43
TOTAL ACTIF NON COURANT		728	775	849
Clients	20	976	1 092	978
Stocks et autres tiers	20	355	315	285
Fonds réservés	20	714	709	746
Actifs financiers courants	14/18	34	39	13
Autres placements de trésorerie	15/18	830	998	752
Trésorerie & équivalents de trésorerie	15/18	284	436	252
TOTAL ACTIF COURANT		3 193	3 589	3 026
TOTAL ACTIF		3 921	4 364	3 875

Passif consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2012	Décembre 2012	Juin 2013
Capital		452	452	452
Titres d'auto-contrôle		(5)	(5)	(20)
Réserves consolidées groupe		(1 719)	(1 719)	(1 799)
Réserves liées aux avantages au personnel		20	32	38
Réserves de juste valeur des instruments financiers		6	6	(0)
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels		(4)	(9)	(9)
Différence de conversion		33	3	(41)
Résultat de l'exercice		100	183	89
Capitaux propres part Groupe		(1 117)	(1 057)	(1 290)
Intérêts minoritaires		14	24	23
Capitaux propres		(1 103)	(1 033)	(1 267)
Dettes financières non courantes	16/18	1 417	1 301	1 295
Autres passifs financiers non courants	16/18	15	16	77
Provisions à caractère non courant	19	27	34	34
Passifs d'impôts différés		84	91	81
TOTAL PASSIF NON COURANT		1 543	1 442	1 487
Dettes financières courantes	18	2	2	3
Concours bancaires	18	86	43	135
Autres passifs financiers courants	18	40	26	32
Provisions à caractère courant	19	26	21	19
Titres à rembourser	20	3 096	3 608	3 202
Fournisseurs	20	59	62	65
Dettes d'impôts courants		3	5	20
Autres tiers	20	169	188	179
TOTAL PASSIF COURANT		3 481	3 955	3 655
TOTAL PASSIF		3 921	4 364	3 875

1.4. TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2012	Juin 2013
+ Excédent Brut d'Exploitation		187	189
- Résultat financier (1)	7	(20)	(16)
- Impôt décaissé (2)		(37)	(39)
- Charges et produits non décaissés dans l'EBE		10	9
- Annulation des provisions financières et provisions pour impôts		-	0
= Marge Brute d'Autofinancement avant éléments non récurrents (FFO)		140	143
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement (2)	20	(373)	(225)
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	20	(23)	(41)
= Flux de trésorerie des activités opérationnelles		(256)	(123)
+ Gains (pertes) non récurrents (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		(3)	(5)
= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les éléments non courants (A)		(259)	(128)
- Décaissements liés à des Investissements récurrents		(17)	(20)
- Décaissements liés à des Investissements de développement		(30)	(141)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs		1	(1)
= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)		(46)	(162)
+ Augmentation de capital Part des minoritaires		-	1
- Dividendes payés		(173)	(205)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		1	(15)
+ Augmentation (Diminution) de la Dette (3)		275	246
+ Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle (4)		(15)	(0)
= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)		88	27
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)		13	(13)
= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	18	(204)	(276)
+ Trésorerie ouverture		402	393
- Trésorerie clôture		198	117
= VARIATION DE TRESORERIE	18	(204)	(276)

(1) Dont 16 millions d'euros d'intérêts financiers décaissés en 2013. Aucun dividende n'a été reçu de sociétés externes au Groupe.

(2) En 2013, le Groupe a revu la notion d'impôts utilisée pour la détermination de la Marge Brute d'Autofinancement en prenant désormais en compte l'impôt décaissé et non la charge d'impôt société dans le calcul de cet agrégat du tableau de financement consolidé. Afin de rendre comparable la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, 9 M€ ont été reclassés entre la variation de BFR et la Marge brute d'autofinancement dans le tableau de financement consolidé. Ce retraitement n'a aucun impact sur la variation de trésorerie des périodes présentées.

(3) Dette Nette (Note 18), hors Trésorerie Nette.

(4) En 2012, le montant correspond notamment à l'acquisition des 45% d'intérêts minoritaires dans la filiale brésilienne Accentiv' Mimética, désormais détenue à 100%.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2012	Juin 2013
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie		284	252
- Concours bancaires		(86)	(135)
= TRESORERIE NETTE		198	117

1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Différence de conversion (1)	Réserves			Titres d'auto-contrôle	Réserves et résultats (2)	Variations de périmètre externe	Capitaux Propres Groupe	Total Intérêts mino-ritaires	Total capitaux propres
		Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux avantages au personnel						
1er janvier 2012	61	(3)	(3)	14	(6)	(1 075)	(19)	(1 031)	20	(1 011)
Augmentation de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividende distribué	-	-	-	-	-	(158)	-	(158)	(15)	(173)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	(15)	(15)	(0)	(15)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	6	-	-	-	6	-	6
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	1	-	-	1	-	1
Autres éléments du résultat global	(28)	(1)	9	-	-	-	-	(20)	-	(20)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	100	-	100	9	109
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(28)	(1)	9	-	-	100	-	80	9	89
30 juin 2012	33	(4)	6	20	(5)	(1 133)	(34)	(1 117)	14	(1 103)
Augmentation de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividende distribué	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	12	-	-	-	12	-	12
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	(30)	(5)	-	-	-	-	-	(35)	0	(35)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	83	-	83	11	94
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(30)	(5)	-	-	-	83	-	48	11	59
31 décembre 2012	3	(9)	6	32	(5)	(1 050)	(34)	(1 057)	24	(1 033)
Augmentation de capital										
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Dividende distribué (3)	-	-	-	-	-	(191)	-	(191)	(14)	(205)
Variations de périmètre (4)	-	-	-	-	-	-	(72)	(72)	8	(64)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	6	-	-	-	6	-	6
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle (5)	-	-	-	-	(15)	-	-	(15)	-	(15)
Autres éléments du résultat global	(44)	0	(6)	-	-	-	-	(50)	(3)	(53)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	89	-	89	7	96
RESULTAT GLOBAL TOTAL	(44)	0	(6)	-	-	89	-	39	4	43
30 juin 2013	(41)	(9)	(0)	38	(20)	(1 152)	(106)	(1 290)	23	(1 267)

- (1) La variation de la différence de conversion de (44) millions d'euros entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 s'explique principalement par la dépréciation du real brésilien ((27) millions d'euros) et celle du bolivar fuerte vénézuélien ((14) millions d'euros) vis-à-vis de l'euro sur la période.
- (2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1 894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.
- (3) Conformément à la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires du 24 mai 2013, un dividende de 0,82 euro par action, soit 185 millions d'euros au total, a été versé au cours du premier semestre 2013. Le montant de dividendes distribués inclut la taxe additionnelle de 3% pour (6) millions d'euros.
- (4) La variation de périmètre est composée à hauteur de (69) millions d'euros par la comptabilisation de l'option d'achat des titres minoritaires de la société Repom.
- (5) La variation des titres d'auto-contrôle se décompose entre le rachat d'actions propres à hauteur de (14) millions d'euros et du contrat de liquidité à hauteur de (1) million d'euros.

Pour mémoire, les taux de clôture en euro contre devises utilisés sont :

	GBP	BRL	MXN	ARS	SEK	VEF	USD
Juin 2012	0.81	2.58	16.88	5.70	8.77	6.67	1.26
Décembre 2012	0.82	2.70	17.18	6.49	8.58	6.99	1.32
Juin 2013	0.86	2.89	17.04	7.05	8.78	8.24	1.31
Juin 2013 vs Déc. 2012	+5.0%	+6.9%	(0.8)%	+8.6%	+2.3%	+17.8%	(0.9)%

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1.	Bases de préparation des états financiers consolidés	24
Note 2.	Variations de périmètre et faits marquants.....	26
Note 3.	Information sectorielle.....	28
Note 4.	Analyse des variations du volume d'émission, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant.....	31
Note 5.	Charges d'exploitation	31
Note 6.	Détail des amortissements, provisions et dépréciations	31
Note 7.	Résultat financier	32
Note 8.	Charges et produits non récurrents	32
Note 9.	Impôts sur les bénéfices.....	32
Note 10.	Résultat par action	33
Note 11.	Goodwill.....	35
Note 12.	Immobilisations incorporelles	36
Note 13.	Avantages sur capitaux propres	37
Note 14.	Actifs financiers courants.....	37
Note 15.	Trésorerie et autres placements de trésorerie	38
Note 16.	Dettes financières et autres passifs financiers	39
Note 17.	Instruments financiers et gestion des risques de marché	41
Note 18.	Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette	43
Note 19.	Provisions.....	44
Note 20.	Variation du besoin en fonds de roulement, des titres à rembourser et des fonds réservés	45
Note 21.	Litiges	46

Note 1. Bases de préparation des états financiers consolidés

A. Arrêté des comptes

Les comptes consolidés résumés du groupe Edenred au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2013.

B. Référentiel comptable

B. 1. Cadre général

Les comptes consolidés au 30 juin 2013 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et disponibles sur le site :

www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception

- des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2013, et
- des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires.

B. 2. Normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2013 :

- la norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur » ;
- l'amendement d'IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- l'amendement d'IAS 12 « Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- l'amendement d'IFRS 7 « Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers ».

L'application de ces textes a été sans effet significatif sur les périodes présentées.

Concernant l'adoption par l'IASB, le 16 juin 2011, de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel », Edenred applique cette norme pour la première fois dans ses états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013.

Aucun retraitement n'a été intégré dans les états financiers comparatifs du Groupe compte tenu de la faible matérialité des effets de la norme IAS 19 révisées au 1^{er} janvier 2012, le Groupe appliquant la méthode du « SoRIE » précédemment.

Les effets sur les états financiers clos le 31 décembre 2012 auraient été les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Actif	
Actifs d'impôts différés	(0)
Passif	
Réserves consolidées groupe	1
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels	0
Résultat de l'exercice	(0)
Capitaux propres part Groupe	1
Capitaux propres	1
Provision pour retraites	(1)

L'impact de la révision de la norme IAS 19 sur le calcul des provisions liées concerne principalement l'arrêt de l'étalement des coûts des services passés qui doivent dorénavant être comptabilisés en résultat lors de la modification de régime. A ce titre les coûts des services passés ont été repris dans les réserves consolidées en contrepartie de la diminution de la provision pour retraites.

L'impact du changement de calcul du rendement des actifs de couverture, jusqu'alors déterminé à partir d'un taux de rendement attendu, et à présent évalué sur la base du taux d'actualisation retenu pour l'évaluation de l'engagement, est non significatif.

B. 3. Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application optionnelle

Edenred a choisi de ne pas appliquer de manière anticipée les textes adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013 et dont la date de mise en application est postérieure aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

C. Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

C. 1. Impôt sur les bénéfices

Pour les comptes consolidés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal.

C. 2. Avantages post emploi et autres avantages à long terme au personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme au personnel correspond à la moitié de la charge annuelle projetée, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées à la clôture de l'exercice précédent. Les évaluations sont modifiées en cas d'évolution significative des conditions de marché par rapport à la clôture précédente ou en cas de réductions, liquidations, autres événements non récurrents significatifs.

D. Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction d'Edenred procède à des estimations dans la mesure où des éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2012. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. A l'exception des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires, les estimations retenues au 30 juin 2013 sont identiques à celles retenues au 31 décembre 2012.

Par ailleurs, la Direction d'Edenred exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Note 2. Variations de périmètre et faits marquants

A. Variation de périmètre 2013

A. 1. Acquisitions et développements

En février 2013, après validation des autorités de la concurrence Brésilienne, Edenred a confirmé l'acquisition de 62% de la société **Repom**, leader au Brésil de la gestion des frais professionnels dédiés aux camionneurs indépendants, pour un montant de 53 millions d'euros. Avec plus de 100 clients, et un réseau de 900 stations-services, Repom a réalisé un volume d'activité de 1 090 millions d'euros en 2012. De façon provisoire, l'écart de première consolidation a été comptabilisé en écart d'acquisition et fera l'objet d'une affectation d'ici la fin de l'exercice. De plus, dans le cadre de l'accord signé, Edenred dispose d'une option croisée d'achat et vente sur le solde des titres, exerçable à partir de mai 2018 et estimée en valeur actualisée à 64 millions d'euros au 30 juin 2013.

En février 2013, Edenred a également annoncé l'acquisition de la société **Big Pass**, deuxième opérateur en Colombie sur le segment des avantages aux salariés. Avec 3 000 clients, 180 000 bénéficiaires et un réseau de 28 000 affiliés, Big Pass a enregistré un volume d'émission proche de 100 millions d'euros en 2012. Cette opération a été réalisée pour une valeur d'entreprise (prix d'acquisition + dette financière nette et position du fonds de roulement) d'environ 10 millions d'euros. L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté (en montant brut hors impôts différés) en liste client pour 2 millions d'euros et en goodwill pour l'écart résiduel, soit 8 millions d'euros.

En juin 2013, Edenred a finalisé la création d'une joint-venture avec Banco Espirito Santo sur le marché Portugais des avantages aux salariés, par apport de ses activités préexistantes au Portugal. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 50% par Edenred, et à 50% par Banco Espirito Santo. Edenred sera l'opérateur de la joint-venture qui aura pour objectif de commercialiser des solutions prépayées à destination des entreprises.

En avril 2013, Edenred a conclu une alliance stratégique avec SavingStar donnant naissance à **Nutrisavings**. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 67% par Edenred, actionnaire majoritaire, et à 33% par SavingStar. Cette nouvelle société s'appuie sur l'expertise complémentaire des deux partenaires : Edenred, leader mondial des avantages aux salariés, et SavingStar, seule société américaine de couponing 100% électronique. Nutrisavings commercialisera une solution destinée à promouvoir l'adoption d'une alimentation saine auprès des salariés.

En juin 2013, Edenred a acquis la société **Opam**, opérateur mexicain sur le segment des avantages aux salariés avec un volume d'émission annuel d'environ 140 M€ en 2012. La valeur d'entreprise de cette acquisition s'élève à 15 millions d'euros auxquels s'ajoute un complément de prix estimé à 2 millions d'euros. De façon provisoire, l'écart de première consolidation a été comptabilisé en écart d'acquisition au 30 juin 2013.

A. 2. Cessions

En mars 2013, Edenred a cédé 100% de la société **Tintelingen B.V.** (émetteur B2B de chèques cadeaux de Noël aux Pays-Bas avec une large gamme de produits et prestations immatérielles). Cette activité sans volume d'émission a contribué au chiffre d'affaires consolidé annuel du Groupe pour 6 millions d'euros en 2012.

B. Variation de périmètre 2012

B. 1. Acquisitions et développements

En avril 2012, Edenred a acquis, au Brésil, la société **Comprocard**, leader du marché des titres-alimentation dans l'Etat pétrolier de l'Espirito Santo, avec un volume d'émission annuel d'environ 100 millions d'euros. La valeur d'entreprise (prix d'acquisition + dette financière nette et position du fonds de roulement) de cette acquisition s'élève à 24 millions d'euros, dont deux compléments de prix payables en 2013 et 2014, estimés à 2 millions d'euros chacun. L'écart de première consolidation a été intégralement affecté en goodwill.

En juillet 2012, Edenred a annoncé l'acquisition de **Barclay Vouchers**, unique émetteur de titres restaurant au Japon. Avec plus de 600 clients, 130 000 bénéficiaires et un réseau de 31 500 restaurants affiliés, Barclay Vouchers filiale à 100% de Baring Private Equity Asia (BPEA), a réalisé un volume d'émission de 91 millions d'euros en 2011. Cette opération a été

réalisée pour une valeur d'entreprise de 28 millions d'euros. L'écart de première consolidation a été affecté (en montant brut hors impôts différés) à la liste clients pour 5 millions d'euros et en goodwill pour l'écart résiduel, soit 24 millions d'euros.

C. Faits marquants

C. 1. Refinancement de lignes de crédit

En avril 2013, Edenred a annoncé la signature d'une ligne de crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros. Cette nouvelle ligne de crédit remplace les lignes de crédit confirmées pour 528 millions d'euros, signées en juin 2010, et venant à échéance en juin 2014.

Ce nouveau crédit, d'une durée totale de 5 ans, permet d'augmenter la durée moyenne des ressources du Groupe.

C. 2. Dévaluation du Bolivar Fuerte

Le 13 février 2013, le gouvernement vénézuélien a procédé à une dévaluation du bolivar. La parité avec le dollar est ainsi passée de 4,3 bolivars pour un dollar US à 6,3 bolivars pour un dollar US, soit une dévaluation de 46,5%.

Le gouvernement vénézuélien a également annoncé la disparition du taux SITME dont la parité de 5,3 bolivars pour un dollar US constituait le taux officiel le moins favorable.

Pour le groupe Edenred qui convertissait les comptes de ses entités vénézuéliennes au taux SITME, la dévaluation implicite est donc de 18,9%.

Edenred a un partenaire minoritaire local (Banco Mercantil) qui détient 43% du capital.

Pour rappel, l'impact de cette dévaluation sur une base annuelle 2012 pour le Groupe est le suivant :

- Volume d'Emission : (234) millions d'euros, soit -1,4%,
- Chiffre d'affaires : (14) millions d'euros, soit -1,3%
- Résultat d'exploitation courant (EBIT) : (9) millions d'euros, soit -2,4%
- Résultat courant après impôt : (3) millions d'euros, soit -1,5%
- Dette nette : de l'ordre de (40) millions d'euros.

Note 3. Information sectorielle

A. Résultat

A. 1. Premier semestre 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	Elimi- nations	TOTAL Juin 2013
VOLUME D'EMISSION	1 326	2 327	4 603	320	-	-	8 576
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	57	123	227	15	-	-	422
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	10	24	16	11	-	-	61
Chiffre d'affaires opérationnel	67	147	243	26	-	-	483
Chiffre d'affaires financier	11	11	18	2	-	-	42
Chiffre d'affaires externe au Groupe	78	158	261	28	-	-	525
Chiffre d'affaires intersecteurs	-	2	-	-	-	(2)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES DES SECTEURS OPERATIONNELS	78	160	261	28	-	(2)	525
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT DES SECTEURS OPERATIONNELS	22	42	114	1	(7)	-	172

A. 2. Premier semestre 2012

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	Elimi- nations	TOTAL Juin 2012
VOLUME D'EMISSION	1 279	2 284	4 041	261	-	-	7 865
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	56	121	212	12	-	-	401
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	10	27	16	11	-	-	64
Chiffre d'affaires opérationnel	66	148	228	23	-	-	465
Chiffre d'affaires financier	10	15	19	2	-	-	46
Chiffre d'affaires externe au Groupe	76	163	247	25	-	-	511
Chiffre d'affaires intersecteurs	-	0	-	-	-	(0)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES DES SECTEURS OPERATIONNELS	76	163	247	25	-	(0)	511
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT DES SECTEURS OPERATIONNELS	24	43	112	1	(10)	-	170

B. Variation du volume d'émission

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Volume d'émission 2013	1 326	2 327	4 603	320	-	8 576
Volume d'émission 2012	1 279	2 284	4 041	261	-	7 865
Variation en publié	+47	+43	+562	+59	-	+711
% de variation en publié	+3.7%	+1.9%	+13.9%	+22.8%	-	+9.0%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+47	+49	+742	+26	-	+864
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+3.7%	+2.1%	+18.4%	+10.3%	-	+11.0%

C. Variation du chiffre d'affaires

C. 1. Chiffre d'affaires total

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires externe 2013	78	158	261	28	-	525
Chiffre d'affaires externe 2012	76	163	247	25	-	511
Variation en publié	+2	(5)	+14	+3	-	+14
% de variation en publié	+2.0%	(3.2)%	+5.8%	+13.9%	-	+2.8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2	(1)	+29	+2	-	+32
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2.2%	(0.5)%	+11.8%	+6.8%	-	+6.2%

C. 2. Chiffre d'affaires opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel 2013	67	147	243	26	-	483
Chiffre d'affaires opérationnel 2012	66	148	228	23	-	465
Variation en publié	+1	(1)	+15	+3	-	+18
% de variation en publié	+1.7%	(0.9)%	+6.2%	+16.1%	-	+3.8%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+1	+3	+28	+2	-	+34
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+2.0%	+2.0%	+12.3%	+8.0%	-	+7.4%

C. 3. Chiffre d'affaires financier

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires financier 2013	11	11	18	2	-	42
Chiffre d'affaires financier 2012	10	15	19	2	-	46
Variation en publié	+1	(4)	(1)	(0)	-	(4)
% de variation en publié	+3.7%	(25.5)%	+1.2%	(12.5)%	-	(7.6)%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+1	(4)	+1	(0)	-	(2)
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	+3.7%	(25.0)%	+4.7%	(7.3)%	-	(5.8)%

D. Variation du résultat d'exploitation courant

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Résultat d'exploitation courant 2013	22	42	114	1	(7)	172
Résultat d'exploitation courant 2012	24	43	112	1	(10)	170
Variation en publié	(2)	(1)	+2	(0)	+3	+2
% de variation en publié	(8.0)%	(2.3)%	+2.2%	(1.4)%	(27.4)%	+1.4%
VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(2)	(1)	+14	+1	+1	+13
% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES	(7.2)%	(1.9)%	+12.3%	+83.3%	(12.4)%	+7.7%

Note 4. Analyse des variations du volume d'émission, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Les variations entre 2012 et 2013 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013	Δ Juin 2013 / Juin 2012							
			Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
VOLUME D'EMISSION	7 865	8 576	+864	+11.0%	+221	+2.8%	(374)	(4.8)%	+711	+9.0%
CA avec volume d'émission	401	422	+32	+8.1%	+10	+2.4%	(21)	(5.3)%	+21	+5.2%
CA sans volume d'émission	64	61	+2	+3.1%	(3)	(5.4)%	(2)	(3.0)%	(3)	(5.3)%
Chiffre d'affaires opérationnel	465	483	+34	+7.4%	+7	+1.4%	(23)	(5.0)%	+18	+3.8%
CA financier - Float libre	38	33	(3)	(8.4)%	+0	+2.3%	(2)	(4.4)%	(5)	(10.5)%
CA financier - Fonds réservés	8	9	+1	+6.5%	-	-	(0)	(0.0)%	+1	+6.5%
Chiffre d'affaires financier	46	42	(2)	(5.8)%	+0	+1.8%	(2)	(3.6)%	(4)	(7.6)%
CHIFFRE D'AFFAIRES EXTERNE AU GROUPE	511	525	+32	+6.2%	+7	+1.4%	(25)	(4.8)%	+14	+2.8%
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	170	172	+13	+7.7%	+1	+0.7%	(12)	(7.0)%	+2	+1.4%

Note 5. Charges d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Coûts de personnel	(145)	(153)
Autres charges d'exploitation (1)	(179)	(183)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (2)	(324)	(336)

(1) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de production, de logistique, d'informatique, de marketing, des dépenses de publicité et de promotion ainsi que différents honoraires. Elles comprennent également les charges de loyers pour un montant de (9) millions d'euros en juin 2013.

(2) Au 30 juin 2013 les charges d'exploitation sont impactées à hauteur de 13 millions d'euros par l'effet taux de change.

Note 6. Détail des amortissements, provisions et dépréciations

Les amortissements, provisions et dépréciations se détaillent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Amortissements	(17)	(17)
Provisions et dépréciations	0	0
TOTAL	(17)	(17)

Note 7. Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Coût de l'endettement brut	(22)	(20)
Effet des instruments de couverture	(0)	2
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	2	1
Coût de l'endettement net	(20)	(17)
Gains (Pertes) sur écarts de change	2	2
Autres produits et charges financiers	(2)	(7)
RESULTAT FINANCIER	(20)	(22)

Note 8. Charges et produits non récurrents

Les charges et produits non récurrents se décomposent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Variation de la provision pour restructuration	1	(1)
Coûts de restructuration	(2)	(1)
Charges de restructuration	(1)	(2)
Dépréciations de goodwill	-	(0)
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	-	-
Dépréciation d'actifs	-	(0)
Autres plus ou moins-values	0	0
Provisions	1	(2)
Gains/ (pertes) non récurrents	(1)	(4)
Autres produits et charges non récurrents	0	(6)
TOTAL PRODUITS ET CHARGES NON RECURRENTS	(1)	(8)

Autres produits et charges non récurrents

Les autres produits et charges non récurrents sont constitués des éléments suivants :

- En 2013, principalement de la mise au rebut d'immobilisations incorporelles pour 3 millions d'euros.

Note 9. Impôts sur les bénéfices

A. Taux normatif d'impôt

Au 30 juin 2013, le taux normatif d'impôt s'établit à 32,9%, il ne tient notamment pas compte de l'impact des activations de déficits reportables sur la charge d'impôt de la période. Il s'élevait à 33,4% au premier semestre de l'exercice précédent.

Note 10. Résultat par action

A. Résultat net – Part du Groupe par action

Au 30 juin 2013, le capital social est composé de 225 897 396 actions.

Au 30 juin 2013, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

	Jun 2012	Jun 2013
NOMBRE D' ACTIONS CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE	225 897 396	225 897 396
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	225 585 933	225 640 489
Actions propres non liées au contrat de liquidité (1)	-	(627 771)
Actions propres liées au contrat de liquidité	79 556	(22 625)
Actions propres	79 556	(650 396)
NOMBRE D' ACTION EN CIRCULATION A LA CLOTURE	225 665 489	224 990 093
Actions propres - Effet prorata temporis	(56 050)	616 072
NOMBRE MOYEN PONDERE D' ACTIONS EN CIRCULATION SUR LA PERIODE	225 609 439	225 606 165

(1) Au cours de la période, le Groupe a procédé au rachat de 627 771 titres d'auto-contrôle au cours moyen de 22,99€/action.

Par ailleurs, 4 938 150 options de souscription d'actions et 3 328 621 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur 2010, 2011, 2012 et 2013. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 233 256 864 titres.

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté de l'effet des actions ordinaires potentielles.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 2 janvier 2013 et le 28 juin 2013 pour les Plans 1, 2 et 3 (24,84 euros), et
- entre le 18 février 2013 et le 28 juin 2013 pour le Plan 4 (25,23 euros),

le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 30 juin 2013 est de 229 282 717.

	Jun 2012	Jun 2013
Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)	100	89
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture (en milliers)	225 586	225 640
Nombre moyen pondéré d'actions propres sur la période (en milliers)	23	(34)
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	225 609	225 606
RESULTAT PAR ACTION DE BASE (EN EUROS)	0.44	0.39
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	1 235	2 565
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	726	1 112
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	227 570	229 283
RESULTAT PAR ACTION DILUE (EN EUROS)	0.44	0.39

B. Résultat courant après impôt

Le résultat courant après impôt comprend :

- le résultat avant impôt et éléments non récurrents, et
- l'impôt de la période retraité de la part liée aux éléments non récurrents,

auxquels on soustrait les intérêts minoritaires.

Le résultat courant après impôt et le résultat courant après impôt par action se présentent comme suit :

	Jun 2012	Jun 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé (en millions d'euros)	109	96
Retraitement des charges et produits non récurrents et de l'impôt rattaché (en millions d'euros)	1	8
Retraitement du résultat net part des intérêts minoritaires (en millions d'euros)	(9)	(7)
Résultat courant après impôt - Part du Groupe (en millions d'euros)	101	97
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)	225 609	225 606
RESULTAT COURANT APRES IMPOT - PART DU GROUPE PAR ACTION DILUE (EN EUROS)	0.44	0.43

Note 11. Goodwill

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Décembre 2012	Juin 2013
Valeurs brutes	674	684	748
Amortissements cumulés et dépréciations	(150)	(156)	(151)
TOTAL EN VALEUR NETTE	524	528	597

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Décembre 2012	Juin 2013
Brésil	180	168	210
France (Ticket Cadeaux)	91	91	91
Royaume-Uni	61	61	61
Italie	46	46	46
Mexique	35	35	52
Roumanie	37	37	37
Japon	-	24	24
Suède	19	20	19
Etats-Unis	13	12	13
République Tchèque	12	12	12
Autres (inférieurs à 10 millions d'euros)	30	22	32
TOTAL EN VALEUR NETTE	524	528	597

La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Juin 2012	Décembre 2012	Juin 2013
VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE		509	509	528
Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre		24	42	84
. Japon (acquisition Barclay Vouchers)		-	24	-
. Brésil (affectation définitive Comprocard)		24	16	6
. Mexique (affectation définitive CGI)		-	2	-
. Brésil (acquisition Repom)		-	-	53
. Mexique (acquisition Opam)		-	-	17
. Colombie (acquisition Big Pass)		-	-	8
Cessions de l'exercice		-	-	-
Dépréciations	8	-	(6)	(0)
Différence de conversion		(10)	(17)	(15)
Reclassements et autres variations		1	-	-
VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE		524	528	597

Note 12. Immobilisations incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013
VALEURS BRUTES			
Marque Kadéos (1)	19	19	19
Autres marques	20	21	18
Listes clients (2)	70	81	82
Licences, logiciels	131	139	137
Autres immobilisations incorporelles	43	44	50
TOTAL VALEURS BRUTES	283	304	306
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Marques	(8)	(8)	(6)
Listes clients	(48)	(50)	(49)
Licences, logiciels	(93)	(95)	(98)
Autres immobilisations incorporelles	(37)	(38)	(39)
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR CUMULES	(186)	(191)	(192)
VALEURS NETTES	97	113	114

(1) Valorisation de la marque Kadéos suite à l'acquisition de la société en mars 2007.

(2) Dont 19 millions d'euros de valorisation des listes clients concernant Kadéos, totalement dépréciées à fin 2010.

Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013
VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE	101	101	113
Entrées de périmètre	0	16	4
Immobilisations générées en interne	9	23	13
Acquisitions	-	0	8
Dotations aux amortissements	(11)	(21)	(10)
Pertes de valeur comptabilisées en charges (*)	-	(1)	(3)
Cessions	(0)	(0)	(0)
Différence de conversion	(0)	(3)	(2)
Reclassements	(2)	(2)	(9)
VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE	97	113	114

(*) En 2013, cf. Note 8.

Note 13. Avantages sur capitaux propres

A. Plans d'actions sous conditions de performance

A. 1. Principales caractéristiques

Le Conseil d'administration du 18 février 2013 a procédé à l'attribution conditionnelle de 845 900 actions de performance.

La durée du plan est de cinq ans (dont, pour les résidents fiscaux français une période d'acquisition de trois ans et une période de conservation de deux ans, et pour les non-résidents fiscaux français, une période d'acquisition de cinq ans). Pendant la période de conservation de deux ans, les actions ne peuvent être cédées.

Les 845 900 actions initialement attribuées dans le cadre de ce plan sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2015, avant de devenir des actions définitivement acquises au 19 février 2016 (s'agissant des résidents fiscaux français) et au 19 février 2018 (s'agissant des non-résidents fiscaux français).

En fonction de la performance réalisée, pour chacune des trois conditions du Plan, cette quotité sera minorée ou majorée. Elle pourra atteindre jusqu'à 125% de l'attribution relative à la dite condition.

Les actions de performance ne sont attribuées définitivement qu'à l'issue de la période d'acquisition et sont conditionnées à la présence dans le Groupe jusqu'à la fin de la période d'acquisition. Ces actions définitivement acquises ne peuvent pas dépasser 100% de l'attribution initiale.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2015, sont basées sur les objectifs suivants :

- (i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 80 %, liés à une progression en données comparables :
 - du Volume d'Emission ;
 - de la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (FFO) ;
- (ii) un objectif sur condition de marché, à hauteur de 20 %, lié :
 - au positionnement du Total Shareholder Return (TSR) Edenred par rapport aux TSR SBF120.

A. 2. Juste valeur du plan d'actions sous conditions de performance

La juste valeur de ce plan de rémunération est comptabilisée de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charges de personnel en contrepartie des capitaux propres. Elle s'élève à 16,3 millions d'euros pour une juste valeur unitaire moyenne de 19,72 euros s'agissant des résidents fiscaux français et de 19,18 euros s'agissant des non-résidents fiscaux français. La charge totale comptabilisée au titre de ce plan s'élève à 1,4 million d'euros au 30 juin 2013.

Note 14. Actifs financiers courants

(en millions d'euros)	Juin 2012		Décembre 2012			Juin 2013			
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	2	(1)	1	2	(1)	1	3	(0)	3
Créances sur cessions d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instrumentés dérivés	33	-	33	38	-	38	10	-	10
ACTIFS FINANCIERS COURANTS	35	(1)	34	40	(1)	39	13	(0)	13

Note 15. Trésorerie et autres placements de trésorerie

	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
<i>(en millions d'euros)</i>									
Disponibilités	110	-	110	138	-	138	135	-	135
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	121	-	121	287	-	287	105	-	105
Obligations et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes bancaires rémunérés	40	-	40	(0)	-	(0)	-	-	-
SICAV et FCP à moins de 3 mois	13	-	13	11	-	11	12	-	12
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	284	-	284	436	-	436	252	-	252
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	829	(0)	829	908	-	908	706	(2)	704
Obligations et titres de créances négociables	1	-	1	91	(1)	90	48	-	48
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à plus de 3 mois	-	-	-	(0)	-	(0)	-	-	-
AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	830	(0)	830	999	(1)	998	754	(2)	752
TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE	1 114	(0)	1 114	1 435	(1)	1 434	1 006	(2)	1 004

Les autres placements de trésorerie sont composés à hauteur de 218 millions d'euros par des placements libellés en bolivar fuerte vénézuélien (au taux de 6,3 bolivars pour 1 dollar US) dont 173 millions d'euros ont pour contrepartie au passif le fonds de roulement structurel des entités vénézuéliennes.

Note 16. Dettes financières et autres passifs financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts Obligataires	1 019	-	1 019	1 027	-	1 027	1 023	-	1 023
Emprunts Bancaires	398	2	400	274	2	276	272	3	275
DETTES FINANCIERES	1 417	2	1 419	1 301	2	1 303	1 295	3	1 298
CONCOURS BANCAIRES	-	86	86	-	43	43	-	135	135
Dépôt et cautionnement	11	1	12	11	1	12	11	1	12
Engagements d'achat	4	8	12	5	4	9	66	4	70
Instruments dérivés	-	8	8	-	9	9	-	15	15
Autres	-	23	23	(0)	12	12	-	12	12
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	15	40	55	16	26	42	77	32	109
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 432	128	1 560	1 317	71	1 388	1 372	170	1 542

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

A. Dettes financières

Les dettes financières incluent les éléments suivants :

A. 1. Emprunts obligataires

En septembre 2010, le Groupe a mis en place un emprunt obligataire de 800 millions d'euros auprès d'investisseurs institutionnels européens. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 7 ans, assorti d'un coupon fixe de 3,625% avec une maturité 6 octobre 2017.

En mai 2012, le Groupe a procédé au placement privé d'un emprunt obligataire de 225 millions d'euros. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 10 ans, assorti d'un coupon fixe de 3,75% avec une maturité 23 mai 2022.

A. 2. Emprunts bancaires

En juin 2010, le Groupe a mis en place un emprunt d'un montant de 900 millions d'euros sous forme d'un Term Loan en club deal avec un groupe de prêteurs. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 5 ans avec un amortissement par tiers du nominal à compter du 30 juin 2013.

En 2010 et en 2011, le Groupe a procédé aux remboursements anticipés de 200 millions d'euros puis de 100 millions d'euros.

En mai et en septembre 2012, le Groupe a procédé au remboursement anticipé d'un montant de 200 millions d'euros puis d'un montant de 125 millions d'euros, allongeant ainsi la durée moyenne de sa dette. Désormais, compte-tenu des remboursements précédents, les 275 millions d'euros restants dû au 30 juin 2013 ont pour échéance contractuelle juin 2015.

B. Analyse par échéance

B. 1. Valeurs comptables

B. 1. 1. Au 30 juin 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2014	Jun 2015	Jun 2016	Jun 2017	Jun 2018 (1)	au-delà de juin 2018	Jun 2013
Dettes et autres passifs financier:	170	274	1	1	864	232	1 542
Total	170	274	1	1	864	232	1 542

(1) Dont 800 millions d'euros ont pour échéance octobre 2017.

B. 1. 2. Au 31 décembre 2012

<i>(en millions d'euros)</i>	Dec. 2013	Dec. 2014	Dec. 2015	Dec. 2016	Dec. 2017	2018 et au- delà	Décembre 2012
Dettes et autres passifs financier:	71	4	276	1	804	232	1 388
Total	71	4	276	1	804	232	1 388

B. 1. 3. Au 30 juin 2012

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2013	Jun 2014	Jun 2015	Jun 2016	Jun 2017	au-delà de juin 2017	Jun 2012
Dettes et autres passifs financier:	128	104	301	1	1	1 025	1 560
Total	128	104	301	1	1	1 025	1 560

B. 2. Lignes de crédit

En avril 2013, Edenred a annoncé la signature d'une ligne de crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros (cf. note 2.C.1).

Cette nouvelle ligne de crédit remplace les lignes de crédit confirmées pour 528 millions d'euros, signées en juin 2010, et venant à échéance en juin 2014. Ce nouveau crédit, d'une durée totale de 5 ans, permet d'augmenter la durée moyenne des ressources du Groupe.

Au 30 juin 2013, Edenred disposait de 753 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées dont 700 millions d'euros ont pour échéance fin avril 2018 et 50 millions d'euros ont pour échéance mi-2014. Celles-ci sont destinées à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

Note 17. Instruments financiers et gestion des risques de marché

A. Risque de taux

A. 1. Analyse taux fixe / taux variable

A. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	1 019	3.60%	72%	1 027	3.60%	79%	1 023	3.60%	79%
Dettes à taux variable	400	1.74%	28%	276	1.60%	21%	275	1.43%	21%
DETTES FINANCIERES	1 419	3.08%	100%	1 303	3.18%	100%	1 298	3.14%	100%

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels (soit 3,625% et 3,75%) appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360.

A. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	870	3.23%	61%	555	3.33%	43%	461	3.29%	36%
Dettes à taux variable	549	2.72%	39%	748	2.23%	57%	837	2.24%	64%
DETTES FINANCIERES	1 419	3.04%	100%	1 303	2.70%	100%	1 298	2.61%	100%

B. Risque de change

B. 1. Analyse par devise

B. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 418	3.07%	100%	1 301	3.18%	100%	1 294	3.13%	100%
Autres devises	1	7.61%	0%	2	2.87%	0%	4	8.24%	0%
DETTES FINANCIERES	1 419	3.08%	100%	1 303	3.18%	100%	1 298	3.14%	100%

B. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012			Décembre 2012			Juin 2013		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 414	3.02%	100%	1 296	2.69%	99%	1 290	2.59%	99%
Autres devises	5	6.82%	0%	7	5.09%	1%	8	7.17%	1%
DETTES FINANCIERES	1 419	3.04%	100%	1 303	2.70%	100%	1 298	2.61%	100%

Note 18. Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013
Dettes financières non courantes	1 417	1 301	1 295
Autres passifs financiers non courants	15	16	77
Dettes financières courantes	2	2	3
Concours bancaires	86	43	135
Autres passifs financiers courants	40	26	32
DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	1 560	1 388	1 542
Actifs financiers courants	(34)	(39)	(13)
Autres placements de trésorerie	(830)	(998)	(752)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(284)	(436)	(252)
TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	(1 148)	(1 473)	(1 017)
DETTE NETTE	412	(85)	525

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013
Dette nette début de période	(74)	(74)	(85)
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	27	(89)	(6)
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	7	8	61
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	255	87	246
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des concours bancaires	204	9	276
Augmentation (diminution) des autres postes financiers	(7)	(26)	33
Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période	486	(11)	610
DETTE NETTE FIN DE PERIODE	412	(85)	525

Note 19. Provisions

A. Provisions au 30 juin 2013

La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 juin 2013, est constituée des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 Décembre 2012	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	30 Juin 2013
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	34	(0)	2	(1)	-	(0)	(1)	34
- Provisions pour litiges et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT	34	(0)	2	(1)	-	(0)	(1)	34

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 juin 2013, est constituée des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 Décembre 2012	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	30 Juin 2013
- Provisions fiscales	7	-	1	(0)	-	(1)	0	7
- Provisions pour restructurations	2	-	1	(1)	(0)	(0)	0	2
- Provisions pour litiges et autres	12	-	2	(3)	(1)	(0)	(0)	10
TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT	21	-	4	(4)	(1)	(1)	0	19

Pris individuellement, il n'existe pas de litige provisionné supérieur à 2 millions d'euros.

L'impact net des provisions à caractère courant et non courant sur le résultat de la période (dotation moins reprise avec ou sans utilisation) a été comptabilisé dans les postes suivants du compte d'exploitation :

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2012	Juin 2013
Résultat d'exploitation courant	(2)	(1)
Résultat financier	-	(0)
Provisions sur actifs et restructuration	3	1
Provision pour impôts	-	-
TOTAL	1	(0)

Note 20. Variation du besoin en fonds de roulement, des titres à rembourser et des fonds réservés

A. Variation du besoin en fonds de roulement et des titres à rembourser

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2012	Décembre 2012	Jun 2013	Variation Jun 2013 / Décembre 2012
Stocks (nets)	10	13	11	(2)
Clients (nets)	976	1 092	978	(114)
Autres tiers actifs (nets)	345	302	274	(28)
BFR Actif	1 331	1 407	1 263	(144)
Fournisseurs	59	62	65	3
Autres tiers passifs	169	188	179	(9)
Titres à rembourser	3 096	3 608	3 202	(406)
BFR Passif	3 324	3 858	3 446	(412)
BFR NET NEGATIF	1 993	2 451	2 183	(268)

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2013
BFR net de début de période	2 451
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	(225)
Éléments de BFR inclus dans les investissements de développement	19
Éléments de BFR inclus dans les cessions	(1)
Éléments de BFR inclus dans les autres gains et pertes non récurrents	-
Dépréciations	1
Différence de conversion	(62)
Reclassements vers les autres postes du bilan	(0)
Variation nette de BFR	(268)
BFR NET DE FIN DE PERIODE	2 183

(1) Cf. tableau de financement 1.4

B. Variation des fonds réservés

Les fonds réservés correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (604 millions d'euros), au Royaume-Uni (89 millions d'euros) et en Roumanie (30 millions d'euros).

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2013
Fonds réservés de début de période	709
Variation de la période en données comparables (1)	41
Reclassement de trésorerie à fonds réservés	-
Différence de conversion	(4)
Variation nette des Fonds réservés	37
FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE	746

(1) Cf. tableau de financement 1.4

Note 21. Litiges

A. Contentieux fiscal France

A la suite d'un contrôle fiscal de la société Accor Services France (devenue Edenred France) portant sur les exercices 2003 et 2004, l'administration fiscale a notifié à la société une pénalité pour défaut de production d'un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition et des pénalités en matière de TVA.

Les pénalités, d'un montant global de 21,8 millions d'euros, ont fait l'objet d'une mise en recouvrement et ont été payées par la société en avril 2008. Ce montant a été constaté en résultat dans les comptes clôturés au 31 décembre 2008.

La Société a contesté le bien-fondé de ces pénalités par la voie d'une réclamation contentieuse déposée en septembre 2009. Cette réclamation a fait l'objet d'un rejet de la part de l'administration en date du 14 octobre 2009.

La Société a introduit une instance devant le Tribunal Administratif de Montreuil par requête déposée le 10 décembre 2009.

Par jugement en date du 2 décembre 2010, le Tribunal Administratif de Montreuil a rejeté la requête de la société Edenred France.

Par une requête en date du 16 février 2011, la société a interjeté appel de la décision devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles.

Le dossier est en cours d'instruction.

B. Litige avec la Fnac et Conforama

La société Accentiv' Kadéos est engagée dans un litige avec la Fnac et Conforama, deux des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celles-ci à certaines obligations contractuelles leur incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos applicables jusqu'au 31 décembre 2011. La Fnac et Conforama ont en effet créé leur propre carte mono-enseigne et la distribuent dans leur réseau respectif.

Le litige comporte trois volets de procédure : le référé, la procédure au fond et l'arbitrage.

En référé, Accentiv' Kadéos a demandé et vu aboutir, auprès de la Cour d'Appel de Paris le 1^{er} décembre 2010, puis auprès de la Cour de Cassation le 15 novembre 2011, une injonction sous astreinte faite à la Fnac de cesser la distribution de sa carte mono-enseigne immédiatement. Une même condamnation a été prononcée à l'encontre de Conforama le 3 décembre 2010.

À ce jour, la procédure suit son cours, en attente de la décision sur le fond.

La procédure judiciaire n'étant pas terminée, les indemnités encaissées à ce jour n'ont pas été comptabilisées en résultat.

Au fond, le 28 janvier 2011, la Fnac et Conforama ont assigné Accentiv' Kadéos auprès du Tribunal de Commerce de Paris en vue d'obtenir la levée rétroactive des clauses d'exclusivité et la réparation du préjudice causé du fait du maintien de ces exclusivités. La Fnac et Conforama ont évalué ce préjudice à environ 6 millions d'euros. Le 22 juin 2012, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu une décision d'incompétence, sans se prononcer sur le fond, renvoyant les parties devant un tribunal arbitral, compte tenu de l'existence d'une clause d'arbitrage dans le contrat de cession de Kadéos.

Fort de la décision du Tribunal de Commerce de Paris du 22 juin 2012, PPR (qui s'est substitué à la Fnac dans la procédure) et Conforama ont introduit une demande d'arbitrage auprès de la Chambre de Commerce Internationale.

Chaque partie a désigné son arbitre. Le 26 mars 2013, la Cour d'Appel de Paris a constaté l'inapplicabilité de la clause d'arbitrage aux contrats de partenariat, ce qui revient à infirmer le jugement d'incompétence du Tribunal de Commerce du 22 juin 2012.

Edenred estimant ces demandes infondées, aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

C. Contrôle et contentieux fiscal Italie

C. 1. Contentieux fiscal

En octobre 2011, l'administration fiscale italienne a notifié à plusieurs sociétés du groupe Edenred et du groupe Accor un redressement en matière de droits d'enregistrement d'un montant de 27,4 millions d'euros. L'administration fiscale requalifie en cession de fonds de commerce passible de droits d'enregistrement différentes opérations de réorganisation des activités de la division Services de Accor en Italie opérées de 2006 à 2010.

Les sociétés notifiées des groupes Edenred et Accor ont décidé de contester le redressement et ont déposé des requêtes en ce sens auprès de l'administration italienne le 16 décembre 2011.

Les notifications de redressement étaient assorties d'une obligation de paiement des sommes redressées dans un délai de 60 jours, les sociétés concernées ont versé les sommes à l'administration italienne le 16 décembre 2011. Le paiement a été supporté à parts égales entre les deux Groupes qui ont conclu un accord prévoyant le partage de façon égale du risque et de la charge pouvant en résulter.

Les sociétés considèrent que le redressement de l'administration est infondé et estiment, après avoir pris avis auprès de leurs conseils juridiques et fiscaux, que leurs requêtes ont des chances raisonnables d'aboutir favorablement.

En conséquence, aucune charge n'a été comptabilisée dans les comptes d'Edenred au titre des exercices 2011 et 2012. Ce contentieux n'a pas évolué au cours du premier semestre de l'exercice 2013.

C. 2. Contrôle fiscal

A la suite d'un contrôle mené par l'administration fiscale italienne, cette dernière a manifesté sa volonté de remettre en cause la déduction des intérêts sur un prêt accordé par Edenred SA à Edenred Italie pour l'acquisition de plusieurs filiales du groupe dans le cadre de la scission Accor. Le montant du redressement est évalué à 17,8 millions d'euros et a fait l'objet d'une garantie à la demande de l'administration fiscale italienne. Cette garantie est intégrée aux engagements hors bilan du groupe au 30 juin 2013.

D. Contentieux fiscaux Brésil

D. 1. Taxe municipale

En décembre 2011, la municipalité de São Paulo a notifié à la société brésilienne Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt municipal (ISS – *Imposto Sobre Serviços*) au titre de la période avril à décembre 2006, alors que celle-ci s'est déjà acquittée de cet impôt auprès de la municipalité d'Alphaville.

Pour cette période, le redressement en principal s'élève à 7,7 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 37,8 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2013.

En novembre 2012, la municipalité a notifié à la société, sur les mêmes fondements, les montants correspondants à la période janvier 2007 à mars 2009.

Pour cette seconde période, le redressement en principal s'élève à 28,1 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 124,7 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2013. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en première instance et la société s'est pourvue en appel.

La société continue de contester le redressement au motif que celui-ci est infondé et estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

D. 2. Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne, a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010. Le redressement en principal s'élève à 81,7 millions de reais brésiliens, auxquels s'ajoutent 172,8 millions de reais brésiliens en pénalités, intérêts et inflation au 30 juin 2013.

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survaleur constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en première instance et la société s'est pourvue en appel.

Aucun impact en compte de résultat n'a été constaté chez Edenred.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges, contentieux ou procédures, en cours, en suspens ou dont il pourrait être menacé. A la date du présent document, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun litige dont la Société et/ou une de ses filiales serai(en)t menacée(s) de nature à avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

Note 22. EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

Rapport des CAC sur l'examen limité des comptes

EDENRED

Société Anonyme

166-180 Boulevard Gabriel Péri
92240 Malakoff

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

EDENRED

Société Anonyme

166-180 Boulevard Gabriel Péri
92240 Malakoff

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

•

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Edenred, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

CABINET DIDIER KLING &
ASSOCIÉS

DELOITTE & ASSOCIÉS

Didier KLING

David DUPONT-NOEL

Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du document

Attestation du responsable du rapport financier semestriel 2013

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que des principales transactions entre parties liées.

Fait à Malakoff, le 23 juillet 2013
Jacques Stern
Président-directeur général

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping, fluid strokes that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned below the printed name and title.